

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

**CONSEIL DEPARTEMENTAL**

Assemblée Plénière du lundi 03 mars 2025

Membres en exercice : 26  
Présents : 16  
Procuration(s) : 2  
Absent(s) : 8  
Nombres de votants : 18  
Votes pour : 18  
Vote(s) contre : 0  
Abstention(s) : 0  
Date de la 2<sup>ème</sup> convocation : vendredi 28 février 2025

**DELIBERATION N°DL\_AP2025\_0013**

**Relative à l'approbation de la Convention en faveur des personnes en situation de handicap  
et des personnes âgées**

L'an deux mille vingt-cinq, le trois mars, à 08h30, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue au Conseil départemental - Hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rosette VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echaty ISSA, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Zaounaki SAINDOU

**Conseillers départementaux représentés :**

Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur Ali OMAR, Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI

**Conseillers départementaux absents :**

Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Nadjima SAID, Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Bibi CHANFI,

**Le Président constate que le quorum est atteint,**

- Vu** le code général des collectivités territoriales,  
**Vu** le code de la Santé publique ;  
**Vu** le code de l'action sociale et des familles ;  
**Vu** la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux Patients, à la Santé et aux Territoires ;

- Vu** la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;  
**Vu** le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;  
**Vu** le décret n° 2010-870 du 26 juillet 2010 modifié par le décret n°2014-565 du 30 mai 2014 relatif à la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L 313-1-1 du Code de l'action sociale et des familles ;  
**Vu** le décret n°2014-1407 du 26 novembre 2014 portant extension et adaptation du Code de l'action sociale et des familles au département de Mayotte ;  
**Vu** la délibération n°DL\_AP2021\_0197 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du conseil départemental de Mayotte ;

**Considérant** le rapport n°2025-02465 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

**Considérant** l'avis de la commission Solidarités, Action sociale et Santé en date du 25 février 2025 ;

**Considérant** la 6<sup>ème</sup> conférence nationale du handicap fixant au terme de 6 mois de co-construction animée en interministériel avec les élus et collectivités locales, les parlementaires, les partenaires sociaux, l'ensemble de la société civile et les personnes vivant avec un handicap, 10 engagements pour la Nation reposant sur l'objectif « l'exercice de tous les droits, par tous les citoyens ».

Cette 6<sup>ème</sup> CNH a retenu, au regard de chacun des engagements, des mesures relevant des politiques publiques de l'Etat et des collectivités locales pour la période 2024-2030.

**Considérant** que cette présente convention répond aux besoins du territoire dans le cadre du développement de l'offre médico-social envers les personnes âgées, le répit des aidants familiaux, les objectifs fixés par le schéma départemental de l'autonomie 2022-2026 ;

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,**  
**Le Conseil Départemental,**

## DECIDE

**Article 1 :** d'approuver la convention en faveur des personnes en situation de handicap et des personnes âgées, signée entre le Conseil départemental de Mayotte et La Ministre déléguée, de l'autonomie et du Handicap, le 19 février 2025.

**Article 2 :** de cofinancer avec l'Etat au travers de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie ce projet conformément au plan de financement suivant :

	Etat	CD
<b>Personnes Handicapées</b>	<b>31.331 M€</b>	<b>15,8 M€</b>
Développement de solutions nouvelles	28,831 M€	14,8 M€
Investissement	2,5 M€	1 M€
<b>Personnes Agées</b>	<b>9,1 M€</b>	<b>13,8 M€</b>
Développement de solutions nouvelles	5,5 M€	7,6 M€
Investissement	3,6 M€	6,2 M€
<b>Total</b>	<b>40,4 M€</b>	<b>29,6 M€</b>

**Article 3** : d'autoriser le Président du conseil départemental à signer les actes, annexes et avenants relatifs à la mise en œuvre de la convention ;

**Article 4** : en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication et son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans le Département

**Pour extrait certifié conforme  
Le Président du Conseil départemental**



**Ben Issa OUSSENI**



# CONVENTION EN FAVEUR DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP ET DES PERSONNES AGEES

## Entre les soussignés :

- **Madame Charlotte PARMENTIER-LECOCQ**, Ministre déléguée, de l'autonomie et du Handicap,
- **Monsieur Ben Issa OUSSENI**, Président du conseil départemental de Mayotte,
- **Monsieur Sergio ALBARELLO**, directeur général de l'agence régionale de santé de Mayotte.



## Préambule

Le 23 avril 2023, le Président de la République a réuni la 6<sup>ème</sup> conférence nationale du handicap fixant au terme de 6 mois de co-construction animée en interministériel avec les élus et collectivités locales, les parlementaires, les partenaires sociaux, l'ensemble de la société civile et les personnes vivant avec un handicap, 10 engagements pour la Nation reposant sur l'objectif « l'exercice de tous les droits, par tous les citoyens ».

Cette 6<sup>ème</sup> CNH a retenu, au regard de chacun des engagements, des mesures relevant des politiques publiques de l'Etat et des collectivités locales pour la période 2024-2030.

Elle s'inscrit en cela dans la continuité de « l'accord de confiance », conclu le 11 février 2020 entre l'Etat, l'Assemblée des départements de France, les associations représentant les personnes et les associations gestionnaire d'établissements et services médico-sociaux et la convention d'engagement alors signée formalisant la volonté commune de mieux accompagner la diversité des choix de vie des personnes en situation de handicap et de leurs proches aidants, et de renforcer le pouvoir d'agir de toute notre société au service de ce projet ».

Au regard du déficit de l'offre d'accompagnement des personnes handicapées observé de longue date dans les outre-mer, le Gouvernement a décidé de s'engager dans un plan ambitieux de développement accéléré pour répondre aux difficultés dans ces territoires.

Le développement de l'offre en matière d'autonomie est également soutenu grâce au plan de rattrapage de l'offre pour personnes âgées dans les régions insulaires et ultramarines et des dispositions concernant Mayotte.

**Pour concrétiser ces orientations, la présente convention porte la mobilisation de crédits au service du développement de l'offre sociale et médico-sociale au bénéfice des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, et de soutien de leurs proches, soit :**

- **40,4 M€ au titre de l'Etat au travers de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie, dont :**
  - **31,331 M€ pour les personnes en situation de handicap :**
    - **dont 28,831 M€ au titre du développement de solutions nouvelles,**
    - **dont 2,5 M€ au titre de l'investissement.**
  - **9,1 M€ pour les personnes âgées :**
    - **dont 5,5 M€ au titre du développement de solutions nouvelles,**
    - **dont 3,6 M€ au titre de l'investissement**

- **29,6 M€ au titre du Département de Mayotte, dont :**
  - o **15,8 M€ pour les personnes en situation de handicap,**
    - **dont 14,8 M€ au titre du développement de solutions nouvelles,**
    - **dont 1 M€ au titre de l'investissement.**
  - o **13,8 M€ pour les personnes âgées,**
    - **dont 7,6 M€ au titre du développement de solutions nouvelles,**
    - **dont 6,2 M€ au titre de l'investissement.**

Ces mesures seront utilisées dans le respect des compétences respectives de l'Etat et du Département.

La programmation de l'offre nouvelle est indicative et pourra être revue entre les parties signataires au fur et à mesure de sa mise en œuvre, dans le respect des enveloppes budgétaires ainsi définies tant de l'Etat que du Département de Mayotte et dans un souci de meilleure adéquation aux besoins.

Les engagements budgétaires de l'Etat et du Département de Mayotte inscrits à la présente convention sont valables sous réserve de leur validation par les instances délibératives du Département de Mayotte.

La présente convention contribue à la mise en œuvre :

- du plan de rattrapage de l'offre pour personnes âgées dans les régions insulaires et ultramarines et des dispositions concernant Mayotte ;
- des conclusions de la 6<sup>ème</sup> conférence nationale du handicap, réunie le 26 avril 2023 sous l'égide du Président de la République et de l'engagement de 50 000 nouvelles solutions d'accompagnement des personnes vivant avec un handicap sur la durée du quinquennat ;
- des décisions prises par la Première ministre à l'occasion du Comité interministériel des outre-mer du 18 juillet 2023 ;
- du projet régional de santé de Mayotte 2023-2028, adopté par le directeur général de l'agence régionale de santé de Mayotte ;
- du schéma départemental (2022-2026) de l'autonomie pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap adopté par le Conseil départemental de Mayotte.

## • Volet 1 : Accompagner le développement et la transformation de l'offre pour les personnes en situation de handicap à Mayotte

A Mayotte, le plan de transformation et de développement des établissements et services médico-sociaux (ESMS) sur le secteur des personnes en situation de handicap doit permettre la création d'une offre nouvelle, le renforcement et la professionnalisation des ESMS existants et le rapprochement entre les services et les populations concernées. Pour ce faire, le nouveau projet régional de santé a créé cinq bassins de santé autour desquels l'offre médico-sociale se développe. Ainsi, ces actions seront impulsées autour des enjeux majeurs nécessaires pour viser une offre de service nouvelle et mieux coordonnée et des dispositifs pérennes et adaptés aux besoins de la population :

- organiser une coordination territoriale autour de plateformes de services intégrés ;
- améliorer le repérage et l'intervention précoce ;
- favoriser le déploiement de l'école pour tous ;
- compléter l'offre existante et créer de nouveaux établissements et services conformes aux règles de bonnes pratiques professionnelles.

### 1- Organiser une coordination territoriale autour de plateformes de services intégrés

L'ARS a impulsé, dès sa création en 2020, le virage inclusif pour assurer le développement des établissements et services médico-sociaux sur le territoire, afin de faciliter les articulations entre les différents établissements et structures médico-sociales. Le but est d'assurer, dès sa construction, un parcours de vie sans rupture pour les personnes en situation de handicap. Au total, les acteurs du secteur handicap de Mayotte, mettent en œuvre plus de 1200 solutions en établissements ou services médico-sociaux autour de six plateformes de services intégrés sur le secteur du handicap.

Pour fluidifier le parcours des personnes en situation de handicap, les notifications de la commission des droits et de l'autonomie des personnes en situation de handicap intègrent ainsi cette organisation et proposent des orientations vers les plateformes suivantes :

- Plateforme de services intégrés dédiés aux enfants et adolescents : IME-SESSAD (DIME) -ITEP-SESSAD (DITEP)-CAMPS, CMPP, PCPE, dispositifs école inclusive (UEEA, UEMA, UEEPH, EMAS).
- Plateforme de services intégrés dédiés aux personnes concernées par des déficiences sensorielles : SAFEP-SSEFS-SAAAS.
- Plateforme de services intégrés dédiés aux personnes concernées par le polyhandicap : EEAP-MAS-SSAD.
- Plateforme de services intégrés dédiés aux adultes : SAMSAH-SSIAD-FAM-CMPP (partie adultes) – GEM – SAVS.
- Plateforme ressources et de services intégrés dédiés aux troubles du neurodéveloppement : EDAP-CRA-AJA autisme.
- Plateforme de services intégrés dédiés à la pré professionnalisation et l'insertion professionnelle (PRAPP, SESSAD-Pro, IME-Pro, EA, ESAT).

Il reste dorénavant à **rendre effective la coordination globale de ces plateformes** afin de rendre les parcours plus intégrés et cohérents et finaliser la sixième plateforme



## Engagements :

L'ARS s'engage de manière concomitante à :

- Publier un appel à projet visant à déployer un dispositif d'appui aux plateformes d'intégration aux parcours. Celui-ci aura pour objectif de coordonner les plateformes de services intégrés déjà existantes, de produire des outils de coordination, de gestion de parcours et ainsi de concrétiser la fluidification et l'intégration des parcours d'accompagnement des personnes en situation de handicap tout au long de leur vie.
- Terminer l'installation de la sixième plateforme en y intégrant l'ESAT nouvellement créé et le futur SESSAD pro.

Le Conseil départemental s'engage à déployer des structures et dispositifs permettant l'accompagnement des adultes en situation de handicap et notamment par :

- le développement des établissements et services non médicalisés qui comprennent les dispositifs d'insertion professionnelle et d'hébergement tels que l'accueil familial, les accueils de jour, les services d'accompagnement à la vie sociale, les foyers de vie ou occupationnels et les foyers d'hébergement.
- le développement des établissements et services d'accueil médicalisés tels que les services d'accompagnement médico-social pour adultes en situation de handicap, les établissements d'accueil médicalisés et les résidences d'accueil.

L'engagement du département permettra également le développement du dispositif d'accueil familial à travers le recrutement et la formation de nouveaux accueillants familiaux. Pour la mise en place des autres dispositifs, le Conseil départemental lancera des appels à projets.

### 2- Améliorer le repérage et l'intervention précoce

Trois CAMSP sont actuellement autorisés (Grand Mamoudzou, Sud et Nord). Les deux derniers sont programmés en 2025.

L'offre de dépistage précoce est en phase de construction à Mayotte. Le 1<sup>er</sup> CMPP a été créé en décembre 2023 et se met en place sur le bassin de santé du Centre Ouest dès le 1<sup>er</sup> trimestre 2024.

La plateforme de coordination et d'orientation – PCO- est programmée pour 2025.

Un protocole de coopération entre les structures de la protection maternelle et infantile permet l'orientation des enfants suivis vers les CAMSP. Une première phase d'évaluation est ainsi réalisée et permet l'orientation si besoin vers la plateforme Autisme-TND.

Une plateforme de services intégrés autisme et TND est portée par un consortium de 3 associations. Elle porte les dispositifs de CRA, EDAP, accueil de jour et caravane de l'autisme.

Ainsi, une convention de partenariat est signée avec le réseau ALOÏS (France) financée par l'ARS. Elle réalise les premiers dépistages et pose les diagnostics des personnes souffrant d'autisme et trouble du neurodéveloppement (TND). Des agents de la plateforme sont formés pour accompagner et faire de la médiation culturelle auprès des familles durant les réalisations de tests de diagnostics.



## Engagements :

L'ARS s'engage à renforcer l'offre de diagnostic de l'autisme et des troubles du neurodéveloppement ainsi que l'accompagnement scolaire depuis la maternelle et à mettre en place une plateforme d'orientation et de coordination.

Le Conseil départemental s'engage à mieux accompagner les CAMSP afin de garantir aux familles et à leurs enfants une bonne prise en charge et un accompagnement de qualité en s'adaptant à la réalité du territoire (nombre important de "grands prématurés", d'enfants avec retard de développement...)

### 3- Favoriser le déploiement de l'école pour tous

Lors de la rentrée 2023, 1600 élèves en situation de handicap étaient scolarisés dans les établissements scolaires de Mayotte, par le biais d'un maillage en dispositifs inclusifs dont 65 unités localisées pour l'inclusion scolaire (ULIS). Trois cent soixante jeunes bénéficiaient d'une notification d'accompagnement des élèves en situation de handicap (AESH).

L'organisation en pôles inclusifs d'accompagnement localisés (PIAL), permet de mailler les réponses de proximité et d'apporter davantage de souplesse dans la mise en œuvre effective de l'aide humaine. L'académie de Mayotte compte 8 PIAL renforcés qui couvrent l'ensemble des établissements publics et privés. Cependant, il n'existe que 4 unités d'enseignement élémentaire autisme et une seule unité d'enseignement maternelle autisme.

Le développement des unités d'enseignements (élémentaires et maternelles), pour enfants polyhandicapés, et d'autres pour enfants diagnostiqués autistes, sera favorisé. Pour autant il n'y a pas d'équipes médico-sociales d'accompagnement scolaire – EMAS, ni d'unités d'enseignement externalisées en collège. Ces dispositifs devront être mis progressivement en place en lien avec les différents partenaires sur l'ensemble du territoire.

## Engagements :

L'ARS s'engage à continuer le développement des dispositifs d'inclusion scolaire dès la maternelle et en lien avec les orientations du comité départemental de suivi de l'école inclusive. Deux pôles d'appuis à la scolarisation viendront compléter ce dispositif, dès 2026.

Le conseil départemental s'engage à mettre en place des dispositifs pour accompagner les élèves en situation de handicap, facilitant leur inclusion et leur réussite scolaire. Ainsi, le conseil départemental prévoit de :

- favoriser l'apprentissage et l'insertion sociale des enfants en situation de handicap en milieu ordinaire ou spécialisé,
- encourager le vivre ensemble afin de changer le regard à l'égard du handicap,
- renforcer le partenariat avec les associations locales pour un meilleur accompagnement des parents ;
- mettre en place un dispositif de démocratie éducative (conseil de la vie social spécifique) afin de favoriser la parole et la participation des adolescents en situation de handicap et de leur famille.

#### 4- Compléter l'offre existante et créer de nouvelles solutions conformes aux règles de bonnes pratiques professionnelles

L'offre médico-sociale avec hébergement pour les personnes en situation de handicap peut être qualifiée d'embryonnaire à Mayotte. Cependant, le besoin est important et urgent. Seuls deux établissements proposent un hébergement (12 places en maison d'accueil spécialisé - MAS et 12 places d'établissement pour enfants et adolescents polyhandicapés - EEAP).

Il s'agit de **créer de nouveaux établissements avec hébergements sur chaque bassin de santé de Mayotte** et, au travers ces créations, de **renforcer l'appui aux professionnels et aux familles**.

Il est ainsi nécessaire de développer des **centres médico-psycho-pédagogiques, des instituts d'éducation motrice, et de construire des solutions médico-sociales d'aide à l'insertion professionnelle et à l'emploi (IMPRO et ESAT)** mais aussi de compléter les services de l'école inclusive par des équipes de soutien. En lien avec le Conseil départemental, la création de services et d'établissements permettant la continuité des prises en charges médico-sociales (**services d'accompagnement à la vie sociale, foyers hébergement, foyers de vie, établissements d'accueil médicalisés, accueils de jour**) sera soutenue. Une programmation par bassin de santé et tenant compte des réponses apportées par les plateformes de services intégrés est ainsi réalisée en fin de document, sur la période de 2024 à 2030.

#### **Engagements :**

Afin de tenir compte du cadre d'orientation stratégique du PRS 2 et du futur PRS Mayotte, l'ARS et le Conseil départemental s'engagent à développer l'offre pour mieux accompagner les personnes en situation de handicap à domicile et en établissements.

##### **a. mieux accompagner les personnes en situation de handicap à domicile**

Il s'agira de poursuivre le développement de l'accompagnement à domicile des personnes en situation de handicap, ce qui suppose de lever un certain nombre de difficultés, telles que l'accès au domicile, l'accès à des professionnels qualifiés, etc.

Cela doit permettre d'éviter l'épuisement des aidants, l'augmentation des troubles psychiques et des cas de dépendance lourde à domicile.

- ☐ accompagner l'évolution professionnelle du nombre de famille d'accueil du CD976 :

Le CD976 prévoit une montée en charge de ce dispositif qui permet d'accompagner les personnes en situation de handicap ainsi que leurs familles. Un accompagnement des SSISAD peut être prévu au sein de celles-ci.

Ce dispositif doit être étroitement articulé avec les structures d'hébergement, dès que la situation de la personne en situation de handicap nécessite un appui renforcé.

L'ARS sera vigilante à accompagner, en complémentarité du conseil départemental de Mayotte, la professionnalisation et l'accompagnement des familles et personnes accueillies jusqu'à leur accompagnement par un dispositif médico-social. L'ensemble des acteurs médico-sociaux



devra intégrer dans leurs stratégies de déploiement, le soutien à ces familles d'accueil en cas de nécessité.

☐ soutenir les aidants :

Mayotte est dotée de 73 500 € pour la mise en œuvre du plan agir pour les aidants. Ces crédits sont planifiés pour accompagner des projets en faveur des aidants familiaux en collaboration avec la DEETS.

Au sein de la plateforme dédiée à l'autisme et aux troubles du neurodéveloppement, un accueil de jour est proposé afin d'accompagner individuellement les personnes et soutenir les aidants. Il a pour objectif de mettre en place un suivi régulier et un accompagnement adapté grâce aux activités adaptées proposées lors de l'accueil de jour.

Cet accueil permet aussi aux proches aidants, de pouvoir se libérer du temps durant la journée, d'échanger avec les professionnels, de ne pas rester seuls avec des questions et de partager des inquiétudes.

**b. Augmenter l'offre dans les établissements médico-sociaux**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2024, 320 901 habitants seraient présents sur le territoire. À l'horizon 2050, entre 440 0004 et 760 0005 habitants vivraient à Mayotte selon différents scénarios étudiés. Au 1<sup>er</sup> janvier 2022, le taux d'équipement actuel est de 1017 places en établissements et services médico-sociaux. A ce chiffre s'ajoutent les prises en charge en ambulatoire.

Malgré la mise en place de ces dispositifs, les besoins sur le territoire restent importants au vu des notifications de la CDAPH qui restent sans solution. A titre d'exemple, la MDPH de Mayotte dénombre 526 orientations en SESSAD, 116 en ESAT, 125 en SAMSAH, 199 en SAVS et 63 orientations vers un établissement pour enfants et adolescents polyhandicapés. Afin de répondre à ces demandes, l'ARS et le conseil départemental s'engagent à mettre en place le PRIAC en annexe pour la partie à compétence conjointe.

☐ Développer les réponses en faveur du domicile et pour une meilleure vie sociale des adultes en situation de handicap

Le schéma de l'autonomie du département a pour objectif de :

- favoriser la complémentarité des acteurs de l'autonomie entre eux et avec ceux de l'action sanitaire, sociale, médico-sociale et du monde judiciaire ;
- de permettre de renforcer la cohérence et l'efficacité de l'offre de service en accompagnant son adaptation aux besoins quantitatifs et qualitatifs territoriaux et à leur évolution ;
- d'améliorer la qualité des prises en charge des personnes âgées et personnes en situation de handicap et le respect de leurs droits, à partir notamment de l'évolution de pratiques

Le conseil départemental s'engage à accompagner l'offre présentée conjointement et à compléter ce développement par des services d'aides à la vie sociale, des foyers de vie et des foyers d'hébergement pour les travailleurs en situation de handicap.



- 2 Impulser et développer la pré-professionnalisation et l'insertion professionnelle par le travail :

Il s'agit de mettre en place un plan de développement qui consistera à consolider les services pré professionnalisants dès le plus jeune âge (SESSAD/IME section professionnelle) et à le compléter par un service d'aide par le travail (ESAT) afin de proposer une solution aux personnes accompagnées dans la plateforme de parcours renforcés d'accès à la professionnalisation (PPRAP).

## • Volet 2 : Accompagner les personnes âgées

L'accompagnement des personnes âgées (environ 12 000 personnes - 4 % population), encore peu développé, pose de nombreux défis en termes sociaux, notamment du fait de la transformation des structures familiales traditionnelles.

Le maintien du lien social des personnes âgées isolées et en grande précarité se heurte à des difficultés de repérage et certaines conditions de vie peuvent s'opposer à un maintien à domicile.

Aujourd'hui, les enjeux pour le département de Mayotte sont de poursuivre la politique de maintien à domicile axée sur :

- l'équité dans le traitement des demandes afin de favoriser l'accès aux droits et en particulier à l'aide pour l'autonomie,
- la prévention de la perte de l'autonomie,
- l'amélioration de la qualité de prise en charge des personnes âgées en perte d'autonomie,
- la mise en place une offre graduée,
- l'amélioration et articulation de l'offre de proximité,
- la mise en place d'un EHPAD ressource sur le territoire.

Un meilleur accès aux droits passe par une plus grande information des personnes (média, flyer, site internet...). Cette dernière devra s'appuyer sur les acteurs de proximité, en particulier les CCAS. La mise en place de systèmes d'information adaptés sera un levier pour gagner en efficacité dans le traitement des demandes (délais de traitement notamment) et dans la relation avec les familles d'accueil des personnes âgées et les services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) (télégestion).

Le dépistage de situations de dépendance de type Alzheimer et maladies apparentées, la mise en place de parcours spécifiques et coordonnés de soins (ville, hôpital, domicile), la professionnalisation de la prise en charge d'activités occupationnelles, le développement de structures intermédiaires telles que les Maisons d'Accueil et de Résidence pour Personnes Agées (MARPA) et les PUV, les expérimentations pour appréhender les structures les plus adaptées à la situation particulière des personnes âgées à Mayotte seront explorées.

Afin de tenir compte du cadre d'orientation stratégique du PRS 2 et du futur PRS 3, l'ARS propose que l'accès à l'offre en faveur des personnes âgées soit pensé à l'échelle :

- **du territoire** pour la ressource la plus technique et le plateau technique le plus complet de l'offre ;
- **de chaque secteur de développement de l'offre de soins**, afin de prendre en compte l'organisation de la permanence des soins et de l'offre sanitaire (convention de replis et les problèmes de transports...), mais aussi des projets de mise en place des communautés territoriales de professionnels de santé (CPTS).
- **de chaque commune**, pour permettre un accès à une offre de proximité et graduée (lieux d'activité des professionnels libéraux).

## Engagements :

Ainsi l'ARS et le CD s'engagent conjointement dans le cadre de ce plan de développement de l'offre d'accompagnement des personnes âgées :

### Par commune : 17 communes

- Privilégier le maintien à domicile, tenant compte du développement des services d'aide et d'accompagnement à domicile agréés par le Conseil départemental mais aussi avec une offre suffisante de SSIAD ;
- Assurer le développement de l'offre d'hébergement de proximité de petite taille et de mise en place du plan agir aidant ;
- Favoriser autour des petites unités de vie (PUV) et pour toutes les personnes fragiles de la commune, les interactions entre professionnels de santé libéraux et les PUV dans le cadre des CPTS (actions de prévention de la dénutrition, atelier mémoire, etc.) de manière à pallier l'impossibilité d'installer des prestations d'EHPAD hors les murs à Mayotte.

### Par Bassin de santé : autour d'un accueil de jour autonome : 5 bassins de santé

- Mettre en place un plan d'action en faveur des aidants.
- Assurer l'accueil de jour des personnes âgées afin de mettre en place des actions de maintien de l'autonomie, permettre le repérage des maladies neurodégénératives et favoriser les orientations vers les meilleures prises en charge/dépistages.

### A l'échelle territoriale : 1 territoire de santé

- Installer un premier EHPAD qui sera construit de façon évolutive et avec l'appui et le soutien des collectivités territoriales. Il devra être conçu pour être évolutif dans son volume et sa capacité.  
Une construction progressive permettra d'accueillir un minimum de 40 places et évoluera après sa première année d'ouverture, par de nouvelles ailes d'hébergement de 20 places et ce, jusqu'à atteindre la capacité de 84 au maximum.  
Il permettra de prendre en compte les personnes dépendantes qui ne peuvent plus rester à domicile.
- Instaurer la mission d'EHPAD ressource de territoire- CRT pour :
  - Appuyer les professionnels du territoire intervenant auprès des personnes âgées (formations, accès au plateau technique) ;
  - Accompagner, en articulation avec les services à domicile, les personnes âgées ne résidant pas dans l'établissement ni les PUV ou leurs aidants (améliorer les parcours de santé, prévenir la perte d'autonomie)
  - Mettre en place une offre d'accompagnement spécialisé au sein des PUV et au profit des résidents et des non-résidents.



Annexe budgétaire du volet 1 – crédits d'investissement

Fonctionnement

Dispositifs	public	Nombre de dispositifs à aggréer	Nombre de place par structure	Cout CD à la place	Coût ARS à la place	Coût total à la place	Coût total CD	Coût total ARS	coût annuel	Procédure
Résidence Accueil SAVS	Adultes	2	25	4 800,00 €	0,00 €					AAP-CD
Foyer de vie / Foyer occupationnel	Adultes	3	20	20 000,00 €	0,00 €		1 200 000,00 €		1 200 000,00 €	AAP-CD
Foyer d'hébergement	Adultes	4	30	48 000,00 €	0,00 €		5 760 000,00 €		5 760 000,00 €	AAP-CD
Accueil familial	Adultes	4	30	34 000,00 €	0,00 €		4 080 000,00 €		4 080 000,00 €	AAP-CD
IME section professionnelle ESAT	enfants	15	ambulatoire - dotation				1 000 000,00 €		1 000 000,00 €	AAP-CD
Plateforme de coordination et d'orientation - PCO	adultes May	4	10		52 063,00 €			2 082 520,00 €	2 082 520,00 €	levée moratoire en 2025
centre médico-psycho-pédagogique - CMPP	enfants 0-6 ans	1	50		16 817,00 €			840 850,00 €	840 850,00 €	AAP-ARS / 2025
pôle appui à la scolarité - PAS	enfants	2	ambulatoire - dotation		325 000/PCO			650 000,00 €	650 000,00 €	AAP-ARS / 2025
établissement pour enfants et adolescents polyhandicapés - EEAP	enfants	4	ambulatoire - dotation		400 000/CMPP			1 600 000,00 €	1 600 000,00 €	AAP-ARS / 2025
Maison d'accueil spécialisé	enfants scolarisés	2	ambulatoire - dotation		900 000/PAS			1 800 000,00 €	1 800 000,00 €	AAP-ARS / 2025
institut médico éducatif - IME (avec IME)	enfants -centre Est	1	30		92 014,00 €	92 014,00 €		2 760 420,00 €	2 760 420,00 €	AAP-ARS / 2025
service d'éducation motrice IEM soins à domicile - SESSAD	enfants (centre Est)	1	40		100 069,00 €	100 069,00 €		3 002 070,00 €	3 002 070,00 €	AAP-ARS / 2025
institut médico éducatif - IME	enfants (centre Est)	1	10		52 063,20 €	52 063,20 €		2 082 528,00 €	2 082 528,00 €	AAP-ARS / 2025
institut d'éducation motrice IEM (avec IME)	enfants (centre Est)	1	15		71 078,40 €	71 078,40 €		710 784,00 €	710 784,00 €	AAP-ARS / 2025
service d'éducation motrice IEM soins à domicile - SESSAD	enfants inclus IME (centre Ouest)	1	35		25 132,80 €	25 132,80 €		376 992,00 €	376 992,00 €	AAP-ARS
institut d'éducation motrice IEM (avec IME)	enfants inclus IME (centre Ouest)	1	10		52 063,20 €	52 063,20 €		1 822 212,00 €	1 822 212,00 €	AAP-ARS / 2025
service d'éducation motrice IEM soins à domicile - SESSAD	enfants (PT)	3	10		71 078,40 €	71 078,40 €		2 132 352,00 €	2 132 352,00 €	AAP-ARS / 2025
service d'éducation motrice IEM soins à domicile - SESSAD	enfants (PT)	1	40		52 063,20 €	52 063,20 €		2 082 528,00 €	2 082 528,00 €	AAP-ARS / 2025
service d'éducation motrice IEM soins à domicile - SESSAD	enfants (PT)	1	5		71 078,40 €	71 078,40 €		355 392,00 €	355 392,00 €	AAP-ARS / 2025
service d'éducation motrice IEM soins à domicile - SESSAD	enfants (PT)	1	15		25 132,80 €	25 132,80 €		376 992,00 €	376 992,00 €	AAP-ARS / 2025
service d'éducation motrice IEM soins à domicile - SESSAD	enfants 7-12	1	ambulatoire - dotation		350 000/PCO			350 000,00 €	350 000,00 €	AAP-ARS / 2026
service d'éducation motrice IEM soins à domicile - SESSAD	tout ESMS ARS	1	enveloppe régionale		3 000 000,00 €			3 000 000,00 €	3 000 000,00 €	répartition enveloppe lors des dialogues gestion ARS/ESMS
Unité d'enseignement maternelle autiste - UEEMA	enfants maternelle	1	ambulatoire - dotation		280 000/UEEMA			280 000,00 €	280 000,00 €	AAP-ARS / 2026
Unité d'enseignement maternelle autiste - UEEMA	enfants élémentaire	2	ambulatoire - dotation		140 000/UEEA			140 000,00 €	140 000,00 €	AAP-ARS / 2026
Unité d'enseignement maternelle autiste - UEEMA	enfants maternelle	1	ambulatoire - dotation		280 000/UEEMA			280 000,00 €	280 000,00 €	AAP-ARS / 2028
Unité d'enseignement maternelle autiste - UEEMA	enfants élémentaire	2	ambulatoire - dotation		140 000/UEEA			140 000,00 €	140 000,00 €	AAP-ARS / 2028
SAMSAH	Adultes Nord	1	20	10 280,00 €	10 280,00 €	20 560,00 €	205 600,00 €	205 600,00 €	411 200,00 €	AAP-conjoint2025
SAMSAH	Adultes Centre Est	1	15	10 280,00 €	10 280,00 €	20 560,00 €	154 200,00 €	154 200,00 €	308 400,00 €	AAP-conjoint2025
Etablissement accueil médicalisé - EAM	Adultes Nord	1	40	58 500,00 €	31 500,00 €	90 000,00 €	2 340 000,00 €	1 260 000,00 €	3 600 000,00 €	AAP-conjoint2025
CAMSP	enfants - PT	1	20	dotation globale	20%	80%	86 400,00 €	345 600,00 €	432 000,00 €	AAP-conjoint2025
TOTAL							19 826 200,00 €	28 831 040,00 €	43 657 240,00 €	

Annexe budgétaire du volet 1 – crédits d'investissement

Investissement					
Dispositifs	public	Nombre de dispositifs agréés	coût d'investissement CD/dispositif	coût d'investissement ARS/dispositif	coût total
EAM	Adultes	2	1 020 000,00 €	2 500 000,00 €	3 520 000,00 €
TOTAL			1 020 000,00 €	2 500 000,00 €	3 520 000,00 €

NB : la part ARS d'investissement sera d'1 million au moins pour les EAM. Les 1,5 millions restants pourront être utilisés au bénéfice des EAM ou des investissements liés à d'autres projets nouveaux.

Annexe budgétaire du volet 2 – crédits de fonctionnement

Dispositifs	public	Nombre de dispositifs à agréer	Nombre de place par structure	Coût CD à la place	Coût ARS à la place	Coût total à la place	Coût total CD	Coût total ARS	coût annuel	Procédure
Accueil de jour médicosocial (dont FRAM)	Adultes	5	25	12 190,00 €	11 480,00 €	23 670,00 €	1 523 750,00 €	1 435 000,00 €	2 958 750,00 €	AAP
PUV	Adultes	17	5	13 000,00 €	15 000,00 €	28 000,00 €	1 105 000,00 €	1 275 000,00 €	2 380 000,00 €	AAP
EHPAD	Adultes	1	80	37 230,00 €	35 000,00 €	72 230,00 €	2 978 400,00 €	2 800 000,00 €	5 778 400,00 €	AAP
Residence Autonomie	Adultes	2	50	9 600,00 €		9 600,00 €	960 000,00 €	0,00 €	960 000,00 €	AAP
Accueil familial	Adultes	15					1 000 000,00 €			Service du CD
TOTAL				72 020,00 €			7 567 150,00 €	5 510 000,00 €	12 077 150,00 €	

Annexe budgétaire du volet 2 – crédits d'investissement

Investissement						
Dispositifs	public	Nombre de dispositifs agréés	coût d'investissement CD/dispositif	coût d'investissement ARS/dispositif	coût	coût total
PUV	Adultes	14	233 333,33 €		630 000,00 €	863 333,33 €
FASAAL	Adultes	200	3 000 000,00 €			3 000 000,00 €
EHPAD	Adultes	80	3 000 000,00 €		3 000 000,00 €	6 000 000,00 €
TOTAL			6 233 333,33 €		3 630 000,00 €	9 863 333,33 €



H P		Janv-25	avec IEH	juin-25	sept-25	TOUS	TND autisme 0-6 ans enveloppe scolarisation CNH	PCO	Consortium		PCO	jeunes autistes	ambu	LOCAT*	crédit CNH 2021	forfait tech interval
H P		Janv-26	avec IEH	juin-26	sept-26	TOUS	TND autisme 7-12 ans enveloppe scolarisation CNH	PCO	Consortium		PCO	jeunes autistes	ambu	LOCAT*	crédit CNH 2021	forfait tech interval
plateforme de services coordonnés enfants																
1	01/2025-03/2025	juil-25	sept-25	2025	Centre Est		CMPP	non	AAP pour compléter la plateforme existante		Enfants	file active		LOCAT*	crédit CNH 2021	env Gbl
					NORD		CMPP	non	AAP pour compléter la plateforme existante		Enfants	file active		LOCAT*	crédit CNH 2022	env Gbl
					SUD		CMPP	non	AAP pour compléter la plateforme existante		Enfants	file active		LOCAT*	crédit CNH 2023	env Gbl
					PT		CMPP	non	AAP		Enfants	file active		LOCAT*	crédit CNH 2024	env Gbl
plateforme de services coordonnés enfants																
H P	Janv-25	avec IEH	juil-25	2025	Centre Est PT	enveloppe scolarisation CNH	PASS	non	AAP		Enfants	file active		LOCAT*	crédit CNH 2024	env Gbl
					SUD Centre Ouest Nord	enveloppe scolarisation CNH	PASS	non	AAP		Enfants	file active		LOCAT*		env Gbl
plateforme de services coordonnés enfants																
HP	Janv-26	avec IEH	juil-26	2027		enveloppe scolarisation CNH	UEEA	non	AAP		Enfants	7		LOCAT*	crédit CNH 2024	env Gbl
HP	Janv-26	avec IEH	juil-26	2027		enveloppe scolarisation CNH	UEEA	non	AAP		Enfants	7		LOCAT*	crédit CNH 2025	env Gbl
HP	Janv-28	avec IEH	juil-28	2028		enveloppe scolarisation CNH	UEEA	non	AAP		Enfants	7		LOCAT*	crédit CNH 2024	env Gbl
HP	Janv-28	avec IEH	Janv-28	2028		enveloppe scolarisation CNH	UEEA	non	AAP		Enfants	7		LOCAT*	crédit CNH 2025	env Gbl
plateforme de services coordonnés polyhandicap																
0	pas d'appel à projet; extension non importante; dès ouverture			2026	SUD		MAS	ALEEPA	extension pl	MAS	adultes	6		crédit CNH 2024	100069	
				2026			EEAP	ALEEPA	extension pl	EEAP	Enfants	5		crédit CNH 2024	92014	
2	02/2025-04/2025	août-25	oct-25	2026 tout ou partiel	Centre Est		MAS	non	aap PFP MDZ	MAS	Adultes	30		crédit CNH 2024	100069	
				2026 tout ou partiel			EEAP	non		EEAP	Enfants	30		crédit CNH 2024	92014	
plateforme de services coordonnés adultes																
3	03/2025-05/2025	sept-25	nov-25	20256	NORD		SAMSAH	non	aap PF Ad N	SAMSAH	Adultes	20		crédit CNH 2024	20560	
				2029			FAM	non	aap PF Ad N	FAM	Adultes	40		crédit CNH 2024	99000	
3	03/2025-05/2025	sept-25	nov-25	2025 tout ou partielle	Centre Est	appel à projet lancé en 12/2023	FAM	en cours	Aap12/2023	FAM	Adultes	40		c* sur DRL 2023		
				2026 tout ou partiel			SAMSAH	non	aap PF Ad MDZ	SAMSAH	Adultes	15		crédit CNH 2024		
plateforme de services coordonnés enfants																
4	05/2025-07/2025	nov-25	Janv-26	2026 tout ou partiel	Centre Est		IME	non	AAP pour compléter la plateforme existante	IME	Enfants	40		crédit CNH 2024		
				2026 tout ou partiel			IEE	non		IEE	Enfants	10		crédit CNH 2024		
				2026			SESSAD	non	MDZ	SESSAD	Enfants	15		crédit CNH 2024		
				2026			IME	non			Enfants	40		crédit CNH 2024		
4	05/2025-07/2025	nov-25	Janv-26	2026 tout ou partiel	PT		IME	non		IME	Enfants	5		crédit CNH 2024		
				2026			CAMPS	non	AAP	CAMSP	Enfants	20		crédit CNH 2025		
				2026			SESSAD	non		SESSAD	Enfants	15		crédit CNH 2024		
				2030			IME	non	aap PFInt C/O	IME	Enfants	35		crédit CNH 2024		
4	05/2025-07/2025	nov-25	Janv-26	2026 tout ou partiel	Centre Ouest		IME	non		IME	Enfants	10		crédit CNH 2024		
				2030			IME	non		IME	Enfants	10		crédit CNH 2024		

Envoyé en préfecture le 07/03/2025

Reçu en préfecture le 07/03/2025

Publié le

ID : 976-229850003-20250303-DL0303250013-DE



## Programmation PH – PRIAC – ARS Mayotte 2024/2028

### A- Compétence ARS

Pour l'année 2025 :

Catégorie d'établissements ou de services	Plateforme de services insertion professionnelles IME section préprofessionnelles
Public concerné	Enfants à/p 14 ans
Territoire concerné	Mayotte
Nombre de places	4 * 10 places
Date de publication de l'avis d'appel à projet	Mars 2025

Catégorie d'établissements ou de services	Plateforme de services insertion professionnelles ESAT
Public concerné	Adultes
Territoire concerné	Mayotte
Nombre de places	50 places
Date de publication de l'avis d'appel à projet	Levée moratoire 2025

Catégorie d'établissements ou de services	Plateforme de coordination et d'orientation (PCO)
Public concerné	Enfants 0-6 ans
Territoire concerné	Mayotte
Nombre de places	Ambulatoire
Date de publication de l'avis d'appel à projet	Janvier 2025

Catégorie d'établissements ou de services	Centre médico-psycho-pédagogique (CMPP)
Public concerné	Enfants
Territoire concerné	Nord - Centre-Est – Sud - Petite-Terre
Nombre de places	File active
Date de publication de l'avis d'appel à projet	Février 2025

Catégorie d'établissements ou de services	Pôle d'appui à la scolarité (PAS)
Public concerné	Enfants
Territoire concerné	Centre-Est et Petite-Terre
Nombre de places	File active
Date de publication de l'avis d'appel à projet	Février 2025

Catégorie d'établissements ou de services	Pôle d'appui à la scolarité (PAS)
Public concerné	Enfants
Territoire concerné	Centre-Ouest, Sud et Nord



Nombre de places	File active
Date de publication de l'avis d'appel à projet	Février 2025

Catégorie d'établissements ou de services	<b>Etablissement pour enfants et adolescents polyhandicapés (EEAP)</b>
Public concerné	Enfants - Adolescents
Territoire concerné	Centre-Est
Nombre de places	30 places
Date de publication de l'avis d'appel à projet	Mars 2025

Catégorie d'établissements ou de services	<b>Maison d'accueil spécialisée (MAS)</b>
Public concerné	Adultes
Territoire concerné	Centre-Est
Nombre de places	30 places
Date de publication de l'avis d'appel à projet	Mars 2025

Catégorie d'établissements ou de services	<b>Institut médicoéducatif (IME)</b>
Public concerné	Enfants
Territoire concerné	Centre-Est
Nombre de places	40 places dont 10 places en Institut médicoéducatif (IEM)
Date de publication de l'avis d'appel à projet	Mai 2025
Catégorie d'établissements ou de services	<b>Institut médicoéducatif (IME)</b>
Public concerné	Enfants
Territoire concerné	Centre-Ouest
Nombre de places	45 places dont 10 places en institut médicoéducatif (IEM)
Date de publication de l'avis d'appel à projet	Mai 2025
Catégorie d'établissements ou de services	<b>Institut médicoéducatif (IME)</b>
Public concerné	Enfants
Territoire concerné	Petite Terre
Nombre de places	45 places dont 10 places en institut médicoéducatif (IEM)
Date de publication de l'avis d'appel à projet	Mai 2025

Catégorie d'établissements ou de services	<b>Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD)</b>
Public concerné	Enfants
Territoire concerné	Centre-Est – Petite Terre
Nombre de places	15 places – 15 places
Date de publication de l'avis d'appel à projet	Mai 2025



**Pour l'année 2026 :**

Catégorie d'établissements ou de services	Plateforme de coordination et d'orientation (PCO)
Public concerné	Enfants 7-12 ans
Territoire concerné	Mayotte
Nombre de places	Ambulatoire
Date de publication de l'avis d'appel à projet	Janvier 2026

Catégorie d'établissements ou de services	Unité d'enseignement maternelle autiste (UEMA)
Public concerné	Enfants
Territoire concerné	Mayotte
Nombre de places	7 places
Date de publication de l'avis d'appel à projet	Février 2026

Catégorie d'établissements ou de services	Unité d'enseignement élémentaire autiste (UEEA)
Public concerné	Enfants
Territoire concerné	Mayotte
Nombre de places	7 places
Date de publication de l'avis d'appel à projet	Février 2026

**Pour l'année 2028 :**

Catégorie d'établissements ou de services	Unité d'enseignement maternelle autiste (UEMA)
Public concerné	Enfants
Territoire concerné	Mayotte
Nombre de places	7 places
Date de publication de l'avis d'appel à projet	Février 2028

Catégorie d'établissements ou de services	Unité d'enseignement élémentaire autiste (UEEA)
Public concerné	Enfants
Territoire concerné	Mayotte
Nombre de places	7 places
Date de publication de l'avis d'appel à projet	Février 2028

## B- Compétence collégiale CD – ARS

### Pour l'année 2025 :

Catégorie d'établissements ou de services	Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH)
Public concerné	Adultes
Territoire concerné	Nord
Nombre de places	20 places
Date de publication de l'avis d'appel à projet	Mars 2025

Catégorie d'établissements ou de services	Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH)
Public concerné	Adultes
Territoire concerné	Centre Est
Nombre de places	15 places
Date de publication de l'avis d'appel à projet	Mars 2025
Catégorie d'établissements ou de services	Etablissement d'accueil médicalisé (EAM)
Public concerné	Adultes
Territoire concerné	Nord
Nombre de places	40 places
Date de publication de l'avis d'appel à projet	Mars 2025

Catégorie d'établissements ou de services	Centre d'action médicosocial précoce (CAMSP)
Public concerné	Enfants
Territoire concerné	Petite Terre
Nombre de places	20 places
Date de publication de l'avis d'appel à projet	Mai 2025

## C- Compétence CD

Dispositifs	Nombre de dispositifs agréés	Public
Résidence accueil	2	Adultes
Accueil familial	15	Adultes
SAVS	3	Adultes
Foyer de vie/foyer occupationnel	4	Adultes
Foyers d'hébergement	4	Adultes



## Programmation PA – PRIAC – ARS Mayotte 2021/2026

### A- Compétence ARS

- Déploiement d'un centre de ressource territorial, dès la décision du promoteur EHPAD (2026) ;
- Déploiement d'une offre de services :
  - o Accompagnement de la transformation des SAD mixte.
  - o Mise en place des solutions d'hébergement en sortie d'hospitalisation pour les personnes âgées dépendantes.
- Mise en place d'un appel à projet dans le cadre des orientations nationales du plan agir aidant. Cet appel d'offre est complété par une programmation sur le FIR de l'ARS pour accompagner le plan départemental anti-chutes.

### B- Compétence collégiale CD – ARS

Catégorie d'établissements ou de services	Accueil de jour autonome (AJA)
Public concerné	Personnes âgées
Territoire concerné	Centre
Nombre de places	20 places
Date de publication de l'avis d'appel à projet	Mars 2025

Catégorie d'établissements ou de services	Accueil de jour autonome (AJA)
Public concerné	Personnes âgées
Territoire concerné	Centre Est
Nombre de places	20 places
Date de publication de l'avis d'appel à projet	Mars 2025

Catégorie d'établissements ou de services	Accueil de jour autonome (AJA)
Public concerné	Personnes âgées
Territoire concerné	Sud
Nombre de places	20 places
Date de publication de l'avis d'appel à projet	Novembre 2025

Catégorie d'établissements ou de services	Accueil de jour autonome (AJA)
Public concerné	Personnes âgées
Territoire concerné	Petite Terre
Nombre de places	20 places
Date de publication de l'avis d'appel à projet	Novembre 2025

Catégorie d'établissements ou de services	Petite unité de vie (PUV)
Public concerné	Personnes âgées
Territoires concernés	Une PUV par commune sauf dans les communes de Dzoumogné, Kani-Kéli et Pamandzi
Nombre de places	5 places par commune sauf pour la PUV du grand Mamoudzou qui aura 6 places
Date de publication de l'avis d'appel à projet	Novembre 2025

Nb : Les communes de Dzoumogné, Kani-Kéli, Pamandzi, ont déjà une PUV en cours d'installation, suite à appel à candidature de 2022.

### C- Compétence CD :

Dispositifs	Nombre de dispositifs agréés	Nombre de places	Etat d'avancement du projet
Résidence autonomie	2	50 (IDRA 2023) 50 (IDRA 2024)	AAP attribué
Accueil familial	15	15	Communication et sensibilisation en cours

### • Volet 3 : Partenariat et pilotage du développement de l'offre

Selon un principe de responsabilité partagée, l'ARS et le Département s'engagent à une gouvernance conjointe du plan de développement de l'offre pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap à Mayotte, défini par la présente convention.

Il appartient au DGA Santé – solidarité du CD de Mayotte de présenter à son Élu, les projets travaillés par les services tout comme le DOSA de l'ARS présente à sa direction générale (DGA) les mêmes éléments pour validation. Pour cela, une nouvelle comitologie se met en place respectant les niveaux de responsabilités :

- La mise en place d'une réunion mensuelle entre le directeur autonomie du CD et la responsable du service autonomie de l'ARS, pour préparer l'ensemble des sujets soumis à décision. Les réunions font objet d'un ordre du jour prévisionnel et d'un relevé de décision effectué à tour de rôle. La direction de la MDPH pourra être conviée à ces temps d'échanges selon les points d'actualités.
- La mise en place de temps d'échanges, une fois par trimestre, entre la direction générale adjointe de l'ARS et le DGA santé solidarité du CD, pour aborder les sujets de planification, programmation, décisions des axes définis par le DG ARS et l'instance politique du CD.
- La validation des arbitrages proposés lors de deux rencontres annuelles entre le Président du CD de Mayotte et le directeur général de l'ARS de Mayotte.

De manière complémentaire, le conseil départemental et l'ARS de Mayotte s'engagent à réunir un comité des personnes concernées et de leurs aidants auprès desquels ils partageront, 2 fois par an, l'avancement du plan de développement de l'offre.

La ministre déléguée, de l'Autonomie et du Handicap, Charlotte Parmentier-Lecocq s'engage à maintenir le comité de liaison avec Mayotte, tous les 3 mois, et à participer aux rencontres du comité des personnes concernées.

#### Condition suspensive

La prise d'effet de la présente convention interviendra à compter de la transmission à la préfecture de la délibération du Conseil départemental de Mayotte approuvant la convention.



Fait à Mamoudzou (Mayotte)

Le 19 février 2024

**La Ministre déléguée, de l'autonomie et du Handicap,**

Madame Charlotte PARMENTIER-LECOCQ

**Le Président du conseil départemental de Mayotte,**

Monsieur Ben Issa OUSSENI,

**Le directeur général de l'agence régionale de santé de Mayotte,**

Monsieur Sergio ALBARELLO